

Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Juin-Juillet-Août
vol. 9 n^{os} 6-7-8

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

June-July-August
Vol. 9 Nos. 6-7-8



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations,
Ministère de la Consommation
et des Corporations.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporations,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Table des matières

Table of Contents

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Commentaire d'arrêt <i>par Me Albert Bohémier</i>	217
Statistiques – mois d'avril	231
Statistiques – mois de mai	241
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites.....	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse.....	A-2

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Case Comment <i>by Albert Bohémier</i>	217
Statistics – month of April	231
Statistics – month of May	241
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

par Me Albert Bohémier*

Les règles de priorité entre créanciers applicables à la liquidation hors faillite: quelques observations sur l'affaire Banque fédérale de développement c. La Commission de la santé et la sécurité du travail, [1988] 1 R.C.S. 1061, (1988) 50 D.L.R. (4d) 577.**

Dans cette affaire, la Cour suprême a décidé que les dispositions de la Loi sur la faillite relatives à l'ordre de priorité entre créanciers, tout particulièrement l'article 107, régissaient non seulement la distribution des biens liquidés par le syndic dans le cadre de la faillite mais également la distribution du produit de la vente en justice intervenue hors faillite suite au recours intenté par un créancier garanti, conformément à l'article 49(2) de la Loi sur la faillite.

En d'autres termes, lorsque, parallèlement à une procédure de faillite, un créancier garanti réalise sa garantie devant le tribunal de droit commun et selon la procédure de droit commun, les règles provinciales relatives à l'ordre de priorité reçoivent application, mais sujettes à l'article 107 de la Loi sur la faillite. Il n'est pas question d'appliquer aux biens liquidés hors faillite tout l'ordre de priorité prévu à l'article 107, cet ordre n'étant applicable qu'aux biens distribués par le syndic. Mais, il faut tenir compte des mots introductifs de l'article 107 qui stipulent que «les montants réalisés provenant des biens d'un failli» doivent être distribués «sous réserve des droits des créanciers garantis», tels que définis dans la loi fédérale.

Or, comme la Cour suprême a jugé dans l'affaire Deloitte¹ que la seule mention d'un créancier dans la

by Albert Bohémier*

The rules of creditor priority applicable to liquidation outside bankruptcy: some observations on Federal Business Development Bank v. Commission de la santé et de la sécurité du travail, [1988] 1 SCR 1061, (1988) 50 DLR (4th) 577.**

In this matter, the Supreme Court ruled that the provisions of the Bankruptcy Act respecting the order of priority among creditors, and particularly section 107, governed not only the distribution of the property liquidated by the trustee in bankruptcy but also the distribution of the proceeds of a judicial sale held outside the bankruptcy pursuant to an action brought by a secured creditor, in accordance with section 49(2) of the Bankruptcy Act.

In other words, when, concurrently with a bankruptcy proceeding, a secured creditor realizes on his security before a court of common law and according to the procedures of common law, the provincial rules respecting order of priority are applied, but subject to section 107 of the Bankruptcy Act. There is no question of applying to the property liquidated outside bankruptcy the full order of priority provided for in section 107, since this order applies only to property distributed by the trustee in bankruptcy. However, the opening of section 107 must be taken into account: this stipulates that "the proceeds realized from the property of a bankrupt" shall be applied "subject to the rights of secured creditors", as set forth in the federal statute.

Since the Supreme Court ruled in Deloitte¹ that the mere mention of a creditor in section 107's list of

* L'auteur est avocat et professeur à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

** Ce texte a fait l'objet d'une brève allocution le 15 novembre 1988 lors d'un dîner-causerie de la division du Québec de la section de Droit de Faillite et Insolvabilité de l'Association du Barreau canadien.

1. Deloitte Haskins and Sells Ltd. c. The Workers', [1985] 1 R.C.S. 785; voir notre commentaire: «La détermination du créancier garanti en matière de faillite», (1986) 20 R.J.T. 99.

* The author is lawyer and law professor at the University of Montreal Law Faculty.

** This text was the subject of a brief address on November 15, 1988 at a dinner gathering of the Quebec division of the Canadian Bar Association's Bankruptcy and Insolvency Law section.

1. Deloitte Haskins and Sells Ltd v The Workers' Compensation Board, [1985] 1 SCR 785; see our comment, "La détermination du créancier garanti en matière de faillite" [Determining the secured creditor in bankruptcy cases], (1986) 20 R.J.T. 99.

liste des créanciers préférés de l'article 107 l'empêchait d'être considéré comme un créancier garanti, il en résulte qu'un tel créancier ne peut davantage invoquer son prétendu statut de créancier garanti dans la liquidation opérée hors faillite: le créancier visé à l'article 107 ne peut invoquer à son profit le «sous réserve des droits des créanciers garantis».

En clair, s'il y a faillite, que la liquidation s'effectue dans le cadre de la faillite ou en dehors, c'est la Loi sur la faillite qui détermine qui a le statut de créancier garanti et quel est l'ordre de priorité entre les créanciers.

Afin de mieux apprécier la portée de cette décision, nous en analyserons d'abord les faits et l'argumentation juridique. Nous tenterons ensuite de dresser un bilan sommaire des questions réglées et de celles qui restent à résoudre.

I - Les faits et l'argumentation juridique

En août 1979, l'entreprise Structal Inc. avait consenti à la Compagnie Trust Royal un acte de fiducie pour garantir le paiement d'une obligation de 1 800 000 \$ émise en faveur de la Banque fédérale de développement (ci-après «BFD»).

La débitrice Structal ayant fait défaut de remplir ses obligations, la Compagnie Trust Royal, en sa qualité de fiduciaire, avait pris possession des biens de la débitrice. Quelques mois plus tard, cette dernière faisait cession de ses biens conformément à la Loi sur la faillite.

Par la suite, le fiduciaire, au lieu de procéder à la liquidation pure et simple des biens comme il pouvait le faire en vertu de l'article 30 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations,² préféra intenter une action hypothécaire devant la division civile de la Cour supérieure en vue de faire vendre en justice l'immeuble de la débitrice. Il convient de noter que même si le recours était dirigé contre le syndic, celui-ci n'était aucunement intervenu (jugement par défaut), la valeur des biens donnés en garantie étant nettement inférieure au total des réclamations des créanciers garantis. Il n'y avait donc, dans tous les cas, aucun intérêt réalisable pour la masse.

2. L.R.Q., c. P-16. À la lecture du dossier, on ne sait pas pourquoi le fiduciaire a procédé ainsi. L'existence d'une convention collective a peut-être influencé sa conduite.

preferred creditors prevented him from being considered a secured creditor, the result is that such a creditor can no longer invoke his alleged status as secured creditor in the liquidation outside bankruptcy. A creditor who falls under section 107 cannot invoke to his own advantage the "subject to the rights of secured creditors" clause.

To put it simply, in bankruptcy cases, whether the liquidation is conducted within or outside the bankruptcy proceeding, it is the Bankruptcy Act that determines who has secured creditor status and what the order of creditor priority is.

To better appreciate the scope of this decision, we will first analyse the facts and the legal arguments. We will then attempt to draw up a summary report of the questions that have been resolved, and those that remain.

I - The facts and legal arguments

In August 1979, Structal Inc. entered into a trust deed with the Royal Trust Company to secure the payment of a bond for \$1,800,000 issued to the Federal Business Development Bank (hereinafter "FBDB").

When the debtor Structal did not meet its obligations, the Royal Trust Company took possession of the debtor's property in its capacity as trustee. Some months later, Structal made an assignment of all its property, in accordance with the Bankruptcy Act.

Subsequently, the trustee, instead of simply liquidating the property as it was entitled to do under section 30 of the Special Corporate Powers Act,² chose to bring a hypothecary action in the civil division of the Superior Court to have the debtor's immovable sold by the Court. It should be noted that, although the action was brought against the trustee in bankruptcy, the latter did not appear (judgment by default), since the value of the property given in security was plainly lower than the total claims of the secured creditors. Consequently there was, in any case, no interest to be realized for the creditors as a whole.

2. RSQ, c. P-16. It is not evident from the record why the trustee acted in this way. Its conduct was possibly influenced by the existence of a collective agreement.

Avant le déroulement de la vente en justice, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (ci-après «C.S.S.T.») avait enregistré un privilège sur l'immeuble en question en vertu de l'article 110 de la Loi sur les accidents du travail.³ Il s'agissait d'un privilège général portant sur les meubles et immeubles de l'employeur débiteur et prenant rang, sans enregistrement, immédiatement après les frais de justice.

Le litige portait sur l'ordre de distribution préparé par le protonotaire. Devait-on colloquer la créance privilégiée de la C.S.S.T. avant le fiduciaire conformément aux règles du droit civil ou devait-on plutôt colloquer le fiduciaire et ignorer le privilège de la C.S.S.T., au motif que l'article 107 de la Loi sur la faillite lui faisait perdre sa qualité de créancier garanti en cas de faillite.

En première instance, on considéra que l'état de collocation devait tenir compte de l'article 107 et la C.S.S.T. fut exclue de la collocation. Ce jugement fut infirmé en Cour d'appel pour les principaux motifs suivants, que l'on peut formuler à peu près comme suit:

1) La prise de possession des biens par le fiduciaire avant la faillite faisait obstacle à la saisine du syndic et, par voie de conséquence, à l'application des dispositions de la Loi sur la faillite. Certes, existait-il de la jurisprudence à l'effet contraire dans les provinces de common law, mais il n'y avait pas lieu d'y attacher trop d'importance, vu la nature particulière de la garantie du fiduciaire québécois.⁴

2) En permettant à un créancier garanti de réaliser sa garantie en dehors de la faillite, le législateur fédéral exprimait implicitement son intention de voir appliquer à cette réalisation et à la distribution des biens qui en résultait, les règles provinciales, à l'exclusion des règles de la Loi sur la faillite. Cette intention était particulièrement manifeste à l'article 68 de la Loi sur la

Before the judicial sale took place, the Commission de la santé et de la sécurité du travail (hereinafter "CSST") registered a privilege on the immovable in question under section 110 of the Workmen's Compensation Act.³ This was a general lien on the debtor-employer's movables and immovables, ranking immediately after law costs without registration.

In dispute was the order of distribution prepared by the prothonotary. Should the CSST's preferred debt be ranked before the trustee pursuant to the rules of civil law, or rather should the trustee be ranked and the CSST's privilege ignored, on the ground that the effect of section 107 of the Bankruptcy Act was to remove its status as a secured creditor in the event of bankruptcy?

At first instance, it was ruled that the scheme of collocation should take account of section 107, and the CSST was excluded from the collocation. This decision was reversed in the Court of Appeal for two main reasons, which can be formulated approximately as follows:

1) In taking possession of the property before the bankruptcy, the trustee was obstructing possession by the trustee in bankruptcy, and consequently, obstructing application of the provisions of the Bankruptcy Act. Case law to the opposite effect certainly existed in the common law provinces, but there was no reason to attach undue importance to this, in view of the special nature of the Quebec trustee's security.⁴

2) By permitting a secured creditor to realize on his security outside the bankruptcy proceeding, Parliament was implicitly expressing its intention to see the provincial rules applied to such realization and to the resulting distribution of property, to the exclusion of the rules of the Bankruptcy Act. This intention was particularly clear in section 68 of the Bankruptcy Act.

3. L.R.Q., c. A-3.

4. Voir notamment Re Fresh Air Fireplaces of Canada Ltd., (1987) 62 C.B.R.n.s. 39; conf. en appel par (1987) 65 C.B.R.n.s. 21 (Alta.C.A.); Canadian Acceptance Ltd. c. Gillespie, (1985) 56 C.B.R.n.s. 197 (N.B.C.A.); R. in right of British Columbia c. Canadian Imperial Bank of Commerce, (1984) 50 C.B.R.n.s. 116 (B.C.C.A.); Workers' Compensation Board c. Kinross Mortgage Corporation, (1982) 41 C.B.R.n.s. 1 (B.C.C.A.); Royal Bank of Canada c. Minister of Finance of Manitoba, (1979) 29 C.B.R.n.s. 250; Re Polycoating & Films Ltd., (1966) 8 C.B.R.n.s. 163 (Ont.C.A.).

3. RSQ, c. A-3.

4. See especially Re Fresh Air Fireplaces of Canada Ltd., (1987) 62 CBR(NS) 39; affirmed in appeal by (1987) 65 CBR(NS) 21 (Alta CA); Canadian Acceptance Ltd v. Gillespie, (1985) 56 CBR(NS) 197 (NBCA); R. in right of British Columbia v. Canadian Imperial Bank of Commerce, (1984) 50 CBR(NS) 116 (BCCA); Workers' Compensation Board v. Kinross Mortgage Corporation, (1982) 41 CBR(NS) 1 (BCCA); Royal Bank of Canada v. Minister of Finance of Manitoba, (1979) 29 CBR(NS) 250; Re Polycoating & Films Ltd., (1966) 8 CBR(NS) 163 (Ont. CA).

faillite qui prévoit que «les montants réalisés par la vente d'un immeuble par le shérif doivent être versés aux créanciers privilégiés et hypothécaires [...]. L'excédent doit être remis au syndic sur ordonnance du juge pour être distribué parmi les créanciers ordinaires, conformément à la présente loi.»⁵

Avant de poursuivre l'analyse, il convient de noter que personne n'a jugé opportun d'invoquer le fait que la BFD était un agent de la Couronne et que ses biens étaient des biens de la Couronne⁶. Déjà, la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick avait décidé qu'un privilège créé par une loi provinciale ne pouvait affecter les biens de la Couronne fédérale.⁷ Quoiqu'il en soit, dans l'espèce, les parties ont préféré ignorer cet aspect du litige, considérant, à tort, ou à raison, que la BFD, en se prévalant de la loi provinciale sur les pouvoirs spéciaux des corporations, s'était soumise au régime de droit commun comme tout autre citoyen et qu'au demeurant la question de la liquidation hors faillite était plus importante à résoudre.⁸ Cela étant, revenons à l'argumentation juridique.

Premier argument: la prise de possession du fiduciaire antérieure à la faillite

En quoi consistait exactement cet argument? Pour la Cour d'appel, la prise de possession du fiduciaire se trouvait à actualiser les droits de possession, d'administration et de disposition du fiduciaire. C'est dire qu'avant même la faillite, le débiteur, s'il conservait un droit de propriété théorique sur l'immeuble donné en garantie, s'était dépouillé, contractuellement à tout le moins, des principaux attributs attachés à son droit

which stipulates that the moneys realized from the sale of an immovable by the sheriff shall "be paid by him to the privileged and hypothecary creditors . . . and the surplus shall be remitted to the trustee upon an order of the judge for its distribution among the ordinary creditors in accordance with this Act."⁵

Before continuing with our analysis, it should be noted that no one saw fit to advance the fact that the FBDB was an agent of the Crown and that its property was Crown property.⁶ The New Brunswick Court of Appeal had previously held that a privilege created under a provincial statute could not affect property of the Crown.⁷ Be that as it may, in the present case the parties chose to ignore this aspect of the dispute, considering, rightly or wrongly, that the FBDB, in availing itself of the provincial statute on special corporate powers, was complying with the common law system like any other citizen, and that, in the end, it was more important to resolve the issue of liquidation outside bankruptcy.⁸ This being said, let us return to the legal arguments.

First argument: the trustee's taking possession prior to the bankruptcy

Of what exactly did this argument consist? For the Court of Appeal, in taking possession the trustee was acting on its rights to possession, administration and disposal of the property. In other words, even before the bankruptcy, while the debtor retained a theoretical proprietary interest in the immovable given in security, it had been stripped, contractually at least, of the principal attributes of that proprietary right, notably

5. Commission de la santé et sécurité du travail c. Banque fédérale de développement, [1986] R.J.Q. 633 (C.A.): voir notre commentaire: «Liquidation dans et hors la faillite: quand rôdent les loups», (1986) 20 R.J.T. 477.
6. Seuls les intervenants de l'Alberta en Cour suprême ont soutenu, à l'appui des prétentions de la C.S.S.T., que la BFD, comme agent de la Couronne, était liée par l'article 107 (1) j) de la Loi sur la faillite.
7. Re Workers' Compensation Board of New Brunswick and Federal Business Development Bank, (1986) 21 D.L.R. (4e éd.) 379 (N.B.C.A.). Voir plus récemment Federal Business Development Bank c. Hillcrest Motor Inn Inc., (1988) 68 C.B.R.n.s. 249 (B.C.C.A.). Federal Business Development Bank c. Workers' Compensation Board of Nova Scotia, (1985) 11 D.L.R. (4e éd.) 395 (N.S.C.A.); Re The Queen in right of New Brunswick and Federal Business Development Bank, (1984) 8 D.L.R. (4e éd.) 143 (N.B.C.A.).
8. On imagine la situation qui aurait existé si la Cour suprême, en s'en tenant à la question de faillite, avait donné raison à l'intimé.

5. Commission de la santé et de la sécurité du travail v. Federal Business Development Bank, [1986] R.J.Q. 633 (CA): see our comment, "Liquidation dans et hors la faillite : quand rôdent les loups" [Liquidation within and outside bankruptcy: wolves on the prowl], (1986) 20 R.J.T. 477.
6. In the Supreme Court case, only the interveners from Alberta maintained, in support of the CSST's claims, that the FBDB, as an agent of the Crown, was bound by section 107(1)(j) of the Bankruptcy Act.
7. Re Workers' Compensation Board of New Brunswick and Federal Business Development Bank, (1986) 21 D.L.R. (4th ed) 379 (NBCA). More recently, see Federal Business Development Bank v. Hillcrest Motor Inn Inc., (1988) 68 C.B.R.(NS) 249 (BCCA); Federal Business Development Bank v. Workers' Compensation Board of Nova Scotia, (1985) 11 D.L.R. (4th) 395 (NSCA); Re The Queen in right* of New Brunswick and Federal Business Development Bank, (1984) 8 D.L.R. (4th) 143 (NBCA).
8. One can imagine the situation that would have existed if the Supreme Court, confining itself to the bankruptcy question, had found in favour of the respondent.

de propriété, notamment celui de posséder et de vendre l'immeuble. Par conséquent, il en était nécessairement de même pour le syndic nommé subséquemment à cette prise de possession, puisqu'en vertu du dessaisissement le syndic acquiert, sur les biens de la faillite les mêmes droits que le débiteur, ni plus ni moins. Si le syndic ne pouvait ni prendre possession, ni administrer, ni disposer de l'immeuble, on voyait mal comment la réalisation hors faillite pouvait être assujettie aux dispositions de la Loi sur la faillite.

Cet argument comportait des faiblesses certaines sur le plan fonctionnel. On se trouvait à introduire l'idée que les solutions pouvaient être différentes selon que la prise de possession du fiduciaire était antérieure ou postérieure à la faillite, ce qui était fort gênant. En second lieu, cette argumentation venait en définitive en contradiction avec la jurisprudence constante de la Cour d'appel et de la Cour suprême qui a toujours considéré que l'acte de fiducie ne confère au fiduciaire que des droits de créancier garanti et que le débiteur emprunteur demeurait toujours propriétaire des biens donnés en garantie⁹.

Dans l'affaire sous étude, la Cour suprême a rappelé, avec raison, que les biens donnés en garantie constituaient véritablement des biens du failli et que rien, à cet égard, ne s'opposait à l'application de la Loi sur la faillite¹⁰.

Deuxième argument: l'intention implicite du législateur fédéral

C'était sans doute l'argument le plus fondamental. Lorsque la Loi sur la faillite permet à un créancier garanti de réaliser sa garantie hors faillite, n'est-il pas dans son intention que cette réalisation obéisse aux règles provinciales à l'exclusion des règles fédérales, du moins en ce qui concerne l'ordre de priorité des créanciers?

those of possessing and selling the immovable. Consequently, the same necessarily applied to the trustee in bankruptcy appointed subsequent to this possession, since the divestiture transferred to the trustee in bankruptcy the same rights to the bankruptcy property as the debtor, neither more nor less. If the trustee in bankruptcy could neither take possession, nor administer, nor dispose of the immovable, it was difficult to see how the realization outside bankruptcy could be subject to the provisions of the Bankruptcy Act.

This argument contained definite operational weaknesses. It necessitated introducing the idea that solutions could vary according to whether the trustee took possession before or after the bankruptcy, a notion that was very embarrassing. Secondly, it was in outright contradiction to the consistent case law of the Court of Appeal and the Supreme Court, which has always held that the deed of trust confers on the trustee only secured creditor's rights, and that the debtor-borrower remains the owner of the property given in security.⁹

In the case under analysis, the Supreme Court rightly pointed out that the property given in security truly constituted "property of the bankrupt", and that there was nothing in this regard to oppose the application of the Bankruptcy Act.¹⁰

Second argument: the implicit intention of the Parliament of Canada

This was without doubt the most fundamental argument. When the Bankruptcy Act permits a secured creditor to realize on his security outside bankruptcy, is it not its intention that this realization comply with provincial rules to the exclusion of federal rules, at least with respect to the order of creditor priority?

9. Trust Général du Canada c. Marois, [1986] R.J.Q. 1029 (C.A.); In re Serabec Ltée; Place Desjardins Inc. et Perras, Fafard, Gagnon Inc., (1985) C.A. 212; Trust Général du Canada c. Chalifoux, [1962] R.C.S. 456; Re Laliberté c. Larue, [1931] R.C.S. 7; Pierre CIOTOLA, Droit des sûretés, 2e éd., coll. «Mémentos Thémis», Montréal, Editions Thémis, 1987, p. 149 et suiv.; Michel CORDEAU, «La prise de possession par le fiduciaire en vertu d'un acte de fiducie», (1983) 24 C. de D. 531.

10. Banque fédérale de développement c. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, [1988] 1 R.C.S. 1061, 1068.

9. Trust Général du Canada c. Marois, [1986] R.J.Q. 1029 (CA); In re Serabec Ltée; Place Desjardins Inc. et Perras, Fafard, Gagnon Inc., [1985] CA 212; General Trust of Canada v. Chalifoux, [1962] SCR 456; Re Laliberté v. Larue, [1931] SCR 7; Pierre CIOTOLA, Droit des sûretés [Securities law], 2nd ed., "Mémentos Thémis" series, Montreal, Editions Thémis, 1987, p. 149 ff; Michel CORDEAU, "La prise de possession par le fiduciaire en vertu d'un acte de fiducie" [Possession by the trustee under a deed of trust], (1983) 24 C. de D. 531.

10. Federal Business Development Bank v. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, [1988] 1 SCR 1061, 1068.

En tout état de cause, la Loi sur la faillite n'était pas claire à ce sujet et l'on pouvait a priori adopter l'une ou l'autre interprétation. Mais, chose certaine, il fallait nécessairement distinguer selon que les biens réalisés hors faillite représentaient ou non un intérêt réalisable pour la faillite, c'est-à-dire pour les créanciers non garantis.

Dans l'affirmative, c'est-à-dire s'il devait rester un solde pour la faillite après paiement des créanciers garantis, les règles de priorité de la Loi sur la faillite devaient s'appliquer. Sur la distribution d'une partie des biens du failli, on aboutissait nécessairement à un conflit opérationnel et la loi fédérale devait l'emporter: on ne pouvait soutenir en même temps que les droits du fiduciaire primaient ceux de la C.S.S.T. en vertu de la faillite et que c'était l'inverse en vertu du droit commun.

Si, au contraire, les biens réalisables ne représentaient aucun intérêt pour la masse, on pouvait prétendre que l'intention du législateur était alors d'appliquer les règles provinciales. Sur quoi pouvait reposer cette interprétation de l'intention présumée du législateur?

S'il n'y a pas d'intérêt réalisable, la procédure de faillite ne présente aucun intérêt réel. Pourquoi, dans ces circonstances, le législateur fédéral aurait-il jugé opportun d'intervenir dans l'ordre des priorités entre les créanciers garantis? D'autre part, dans l'hypothèse prévue, en appliquant les règles provinciales de préférence aux règles fédérales, on ne pouvait jamais nuire aux créanciers ordinaires mais exceptionnellement cela pouvait leur être profitable. Si suite à un recours en annulation intenté par le syndic des sommes étaient versées au syndic, les créanciers ordinaires avaient intérêt à ce que la C.S.S.T. ait été payée de préférence au fiduciaire sur l'immeuble réalisé hors faillite. Le paiement de la réclamation de la C.S.S.T. à même les biens liquidés hors faillite empêchait celle-ci d'invoquer son privilège à l'encontre des créanciers ordinaires sur les biens réalisés par le syndic dans le cadre de la faillite. D'ailleurs, dans des circonstances similaires, les tribunaux anglais, par souci d'équité, avaient favorisé une solution semblable¹¹. Enfin, dans le doute, vu l'imprécision de la loi fédérale, n'était-il pas mieux d'interpréter restrictivement celle-ci, dans un souci de

At all events, the Bankruptcy Act was not clear on this point, and either interpretation could be adopted a priori. What was certain, however, was that it was necessary to make a distinction based on whether or not the property realized outside the bankruptcy represented an interest that could be realized for the bankruptcy, that is, for the unsecured creditors.

If so, that is, if there was to remain a surplus for the bankruptcy after payment of the secured creditors, the rules of priority of the Bankruptcy Act had to apply. The inevitable result of a distribution of a portion of the bankrupt's property was an operational conflict which the federal statute had to win: one could not simultaneously maintain that the trustee's rights took precedence over those of the CSST under the bankruptcy and that the reverse was true under common law.

If, on the other hand, the property represented no interest that could be realized for the creditors as a whole, one could claim that Parliament's intention was then to apply the provincial rules. On what might this interpretation of Parliament's presumed intention be based?

If there is no interest to be realized, the bankruptcy proceeding is of no real interest. Under such circumstances, why would Parliament have deemed it appropriate to intervene in the order of priorities among secured creditors? Furthermore, on this hypothesis, applying the provincial rules rather than the federal ones could never be prejudicial to ordinary creditors and, exceptionally, might be of benefit to them. If money was paid to the trustee in bankruptcy as a result of an avoidance claim brought by that trustee, it was in the interest of the ordinary creditors that the CSST be paid, rather than the trustee, on the immovable realized outside bankruptcy. Payment of the CSST's claim out of the assets liquidated outside bankruptcy prevented the CSST from invoking its privilege as against the ordinary creditors on the property realized by the trustee in bankruptcy. Moreover, in similar situations, the English courts, out of a concern for equity, have favoured a similar solution.¹¹ Finally, when in doubt because of the imprecision of the federal Act, was it not better to interpret that Act restrictively, in an attempt to comply

11. In re Harpur's Cycle Fittings Co., (1900) 2 Ch.Div. 731; Railton v. Wood, (1890) A.C. 363; In re New City Constitutional Club Company, (1887) 34 Ch.Div. 646 (C.A.) Brocklehurst v. Lowe, S.C. 26 L.J.Q.B. 107, 7 Ellis and Blackburn 176.

11. In re Harpur's Cycle Fittings Co., (1900) 2 Ch Div 731; Railton v. Wood, (1890) AC 363; In re New City Constitutional Club Company, (1887) 34 Ch Div 646 (CA); Brocklehurst v. Lowe, SC 26 LJQB 107, 7 Ellis and Blackburn 176.

respecter autant que possible les objectifs de la loi provinciale.

Ces arguments, on le sait, n'ont pas été retenus par la Cour suprême et, tout probablement, pour les raisons suivantes:

En premier lieu, dans le domaine sous étude, depuis de nombreuses années, la tendance en jurisprudence a été d'étendre constamment le champ d'application de la loi fédérale, notamment de l'article 107. Alors qu'à l'origine on aurait pu prétendre que les mots introductifs de cette disposition «sous réserve des droits des créanciers garantis» avaient pour but d'indiquer que l'article 107 n'avait rien à voir avec la détermination du statut garanti d'un créancier à l'égard de la faillite, on en est venu à la conclusion que la mention du locateur¹², de la Couronne¹³ et enfin de tout créancier à l'article 107 suffisait à lui enlever sa qualité de créancier garanti. Si l'on conservait encore quelque réticence à la suite de la décision Deloitte Haskins¹⁴, l'affaire B.F.D. c. C.S.S.T. est venue mettre fin à toute discussion. En effet, comme le dit M. le juge Lamer, «s'il y a faillite, l'ordre de collocation est établi selon les priorités prévues à l'article 107» et, plus loin, «la seule mention d'un créancier à l'article 107 ... suffit pour que celui-ci soit colloqué à titre de créancier privilégié et au rang prévu à cette disposition»¹⁵.

Et, dernier chaînon de cette évolution, il en est ainsi non seulement à l'égard des biens distribués par le syndic dans la faillite—c'est l'affaire Deloitte—mais aussi de toute distribution des biens du failli, même effectuée hors du cadre formel de la procédure de faillite.

La formule introductive de l'article 107 acquiert ainsi une application générale: le «sous réserve des droits des créanciers garantis» signifie désormais que, dans la distribution des biens du failli, les droits des créanciers garantis priment toujours ceux des créanciers mentionnés à l'article 107, que la distribution ait lieu dans le cadre ou en dehors du cadre de la faillite. La formule introductive n'a plus d'introductive que la forme: elle énonce une règle de portée générale et autonome qui, somme toute, n'a rien à voir avec le contenu véritable de l'article 107. Elle se lirait plus exactement: «les biens du failli doivent

with the objectives of the provincial law as much as possible?

As we know, these arguments were not accepted by the Supreme Court, probably for the following reasons:

First, in the area in question, it has for many years been the trend in the courts to constantly expand the field of application of the federal Act, particularly section 107. Although at first it might have been claimed that the opening words of this provision, “subject to the rights of secured creditors”, were meant to indicate that section 107 had nothing to do with determining a creditor's secured status with respect to the bankruptcy, we have now come to the conclusion that the mention of the lessor,¹² the Crown,¹³ and in short, any creditor in section 107, was sufficient to strip such a creditor of his secured status. If there was still some hesitation following the Deloitte Haskins decision,¹⁴ FBDB v. CSST has put an end to all debate. Indeed, as Lamer J. says, “If a bankruptcy occurs, the order of priority is determined by the ranking in s. 107” and, further on, “the mere fact that a creditor is mentioned in s. 107 of the Act suffices for such creditor to be ranked as a preferred creditor and in the position indicated in that provision.”¹⁵

And, as the last link in this chain, this applies not only to property distributed by the trustee in bankruptcy—as in Deloitte—but also to any distribution of the bankrupt's property, even one conducted outside the formal framework of the bankruptcy proceeding.

The introductory formula of section 107 thus acquires a general application: “subject to the rights of secured creditors” henceforth means that, in the distribution of the bankrupt's property, the rights of secured creditors always take precedence over those of the creditors mentioned in section 107, whether the distribution takes place within or outside the bankruptcy proceeding. There is no longer anything introductory about the introductory formula except its form: it sets forth a rule of general and autonomous application which, in the end, has nothing to do with the actual content of section 107. It might more

12. Gingras Automobile Ltée (In re): Produits de Caoutchouc Marquis Inc. c. Trottier, [1962] R.C.S. 676.

13. Sous-ministre du Revenu c. Rainville, [1980] 1 R.C.S. 35.

14. [1985] 1 R.C.S. 785.

15. [1988] 1 R.C.S. 1061, 1071.

12. Gingras Automobile Ltée (In re): Produits de Caoutchouc Marquis Inc. v. Trottier, [1962] SCR 676.

13. Deputy Minister of Revenue v. Rainville [1980] 1 SCR 35.

14. [1985] 1 SCR 785.

15. [1988] 1 SCR 1061, 1071.

dans tous les cas être distribués sous réserve des droits des créanciers garantis».

En second lieu, la distinction qu'il était proposé de faire selon que les biens représentaient ou non un intérêt réalisable pour la faillite pouvait soulever de sérieuses difficultés d'application. Dans le cas sous étude, la réponse était claire: il n'y avait pas d'équité réalisable dans l'immeuble donné en garantie. Mais, on pouvait imaginer des cas où la réponse serait moins certaine. Et alors, dans ces cas douteux, quand et comment pourrions-nous déterminer avec certitude la valeur des biens pour savoir s'ils représentent un intérêt réalisable ou non pour la masse. Une solution serait d'attendre leur liquidation éventuelle et savoir alors à quoi s'en tenir. Mais, dans l'intervalle, on serait condamné à vivre dans l'incertitude quant aux droits des parties.

Une autre solution consistait à se rabattre sur l'attitude du syndic, en se demandant si ce dernier n'a pas indiqué, par son comportement, s'il renonçait ou non à tout droit sur les biens en question, faute d'intérêt pour la masse. Mais l'inaction du syndic n'est jamais une preuve concluante. Elle peut résulter d'un désintéressement, comme elle peut aussi être une attitude de prudence de la part du syndic qui ne sait pas s'il doit agir ou s'abstenir. Aussi, là-dessus, il n'y a pas à s'étonner que la Cour suprême ait été formelle: seule la renonciation expresse du syndic, conformément à l'article 12(11) de la Loi sur la faillite, est reconnue¹⁶.

II - Bilan sommaire

1) La Loi sur la faillite s'applique à la distribution des biens du failli effectuée dans le cadre de la faillite ou en dehors. La même règle s'appliquerait évidemment en cas de proposition concordataire (Loi sur la faillite, art. 46).

A cet égard, la décision récente rendue par la Cour supérieure dans l'affaire Malo¹⁷, selon laquelle la distribution du prix de la vente en justice faite par un shérif à l'initiative du syndic en vertu de l'article 64 de la Loi sur la faillite est régie par les règles civiles, paraît difficilement défendable. On aboutirait à l'application

accurately read: "the property of the bankrupt shall in all cases be distributed subject to the rights of secured creditors."

Secondly, the distinction that was proposed according to whether or not the property represented an interest that could be realized for the bankruptcy could pose serious difficulties of enforcement. In the case we are examining, the response was clear: there was no equity to be realized on the immovable given in security. But cases could be imagined in which the response would be less straightforward. In such ambiguous cases, when and how could we determine with certainty the value of the property, so as to know whether it represented an interest that could be realized for the creditors as a whole? One solution would be to wait for its eventual liquidation to find out where we stand. But in the meantime, we would be compelled to live in uncertainty as to the rights of the parties.

Another solution would be to fall back on the behaviour of the trustee in bankruptcy, wondering whether it might provide an indication of whether or not he was waiving all right to the property in question, for want of interest for the creditors as a whole. But the failure of the trustee in bankruptcy to act is never conclusive proof. It may be the product of disinterest, or of the prudence of a trustee who is not sure whether to act or not. Therefore, on this point, it is not surprising that the Supreme Court has categorically stated that only an express waiver by the trustee in bankruptcy, pursuant to section 12(11) of the Bankruptcy Act, is recognized.¹⁶

II - Summary

1) The Bankruptcy Act applies to the distribution of the bankrupt's property, whether conducted within or outside the bankruptcy proceeding. The same rule would naturally apply for a proposal (Bankruptcy Act, s. 46).

In this regard, it seems difficult to defend the recent decision handed down by the Superior Court in Malo,¹⁷ to the effect that distribution of the proceeds of a judicial sale conducted by a sheriff on the trustee's initiative, under section 64 of the Bankruptcy Act, is governed by civil rules. It would result in the application

16. Banque fédérale de développement c. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, précité, note 10, 1071.

17. Malo (Syndic de), J.E. 88-1052, [1988] R.J.Q. 2149.

16. Federal Business Development Bank v. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, *supra*, note 10, 1071.

17. Malo (Syndic de), J.E. 88-1052, [1988] R.J.Q. 2149.

des règles différentes selon que la vente par le shérif a été provoquée suite à la diligence du syndic ou celle du créancier garanti. Les articles 64 et suivants de la Loi sur la faillite établissent une procédure de vente particulière pour certains immeubles situés au Québec. Il est vrai que ces textes réfèrent au mode de liquidation du droit commun et prévoient le paiement par priorité des créanciers hypothécaires et privilégiés, le surplus, le cas échéant, devant être remis au syndic sur une ordonnance du juge pour être distribué parmi les créanciers ordinaires. Il paraît plus légitime de considérer que les dispositions ne visent que la procédure à suivre, sans chercher à modifier les règles de fond. Elles n'ont certainement pas pour but de conférer la qualité de créancier garanti à une personne à qui la loi de la faillite la refuse par ailleurs.

2) La Cour suprême a clairement reconnu, comme l'avaient déjà fait d'ailleurs les cours inférieures, qu'il est légitime pour un créancier garanti de provoquer une faillite dans le seul but de bonifier son titre.¹⁸

3) En aucun moment, dans l'affaire sous étude, on a mis en cause la validité du privilège de la C.S.S.T. au motif qu'il s'agissait d'un privilège général et non particulier. Certains y trouveront peut-être une confirmation implicite de l'idée que tout privilège du Code civil permet d'acquérir la qualité de créancier garanti au sens de l'article 2, sous réserve toutefois de l'article 107.

4) La solution retenue par la Cour suprême présente sur le plan pratique et théorique plusieurs avantages. Comme l'indique la Cour suprême, l'ordre de collocation prévu à l'article 107 de la loi fédérale bénéficie d'une certaine uniformité d'une province à l'autre. La solution retenue rend moins probables les négociations légitimes mais arbitraires qui pouvaient intervenir entre un syndic et un fiduciaire, lorsque ce dernier estimait plus prudent, pour bénéficier de l'article 107, de laisser le syndic procéder à la vente des biens dans le cadre de la faillite ou l'incitait à le faire.¹⁹ En outre, la solution met fin à cette situation juridique curieuse où un créancier privilégié de l'article 107 ne pouvait pas réaliser sa garantie (Loi sur la faillite, art. 49) mais pouvait l'invoquer en dehors de la faillite, si par bonheur un autre véritable créancier garanti réalisait sa garantie hors faillite.

of different rules depending on whether the sheriff's sale was at the suit of the trustee or of the secured creditor. Sections 64 and following lay down a specific sales procedure for certain immovables situated in Quebec. It is true that these sections refer to the common law method of liquidation and provide for the payment by priority of hypothecary and privileged creditors, with the surplus, if any, to be remitted to the trustee upon an order of the judge for distribution among the ordinary creditors. It seems more proper to consider the provisions as applying only to the procedures to be followed, and not as an attempt to change the basic rules. They are certainly not intended to confer the status of secured creditor upon a person otherwise denied such status by the Bankruptcy Act.

2) The Supreme Court has clearly recognized, as the lower courts had earlier, that it is legitimate for a secured creditor to bring about a bankruptcy for the sole purpose of improving its title.¹⁸

3) At no time, in the case being examined, did anyone challenge the validity of the CSST's privilege on the ground that it constituted a general lien and not a special lien. Some will perhaps see this as an implicit confirmation of the idea that any privilege under the Civil Code grants entitlement to the status of secured creditor within the meaning of section 2, subject, however, to section 107.

4) The solution accepted by the Supreme Court has several advantages, both practical and theoretical. As the Supreme Court indicates, the order of priority laid out in section 107 of the federal act ensures consistency from one province to another. The solution accepted makes less probable the legitimate but arbitrary negotiations that could arise between a trustee in bankruptcy and a trustee whenever the latter deems it wiser, so as to enjoy the benefit of section 107, to let the former proceed with the property sale within the bankruptcy proceeding, or when he incites him to do so.¹⁹ Furthermore, the solution puts an end to the curious legal situation whereby a preferred creditor under section 107 could not realize on his security (Bankruptcy Act, s. 49), but could invoke it in a non-bankruptcy situation, if by good chance another genuine secured creditor realized on his security outside bankruptcy.

18. Banque fédérale de développement c. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, précité, note 10, 1072.

19. Voir par exemple, In re Serabec Ltée; Place Desjardins Inc. et Perras, Fafard, Gagnon Inc., précité, note 9.

18. Federal Business Development Bank v. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, *supra*, note 10, 1072.

19. See, for example, In re Serabec Ltée; Place Desjardins Inc et Perras, Fafard, Gagnon Inc., *supra*, note 9.

5) La seule mention d'un créancier à l'article 107 lui enlève la qualité de créancier garanti et cela, semble-t-il, dans tous les cas et sans distinction. En conséquence, on voit mal comment le privilège de l'ouvrier de l'article 2013 C.c.B.C., en cas de faillite du propriétaire de l'immeuble, et le privilège du commis de l'article 2006 (2) C.c.B.C. pourraient être reconnus en cas de faillite. On peut anticiper l'apparition de quelques difficultés à l'égard des frais de justice mentionnés à l'article 107 (l) b) de la Loi sur la faillite.

En cas de déficience de la liquidation hors faillite, comment justifier le paiement des frais légaux avant celui de la créance du fiduciaire, comme il en a été dans le cas sous étude, à moins de prétendre que les frais légaux de l'article 107 (1) b) ne visent aucunement les frais judiciaires, encourus hors faillite et constituant des dépenses faites dans l'intérêt commun.²⁰

6) La Loi sur la faillite s'applique à toute distribution des «biens du failli». Que devra-t-on décider lorsque la garantie prendra la forme d'un droit de propriété comme dans le cas d'une garanti bancaire²¹ ou d'une cession de biens en stock?²²

La même solution devrait prévaloir, soit que l'on considère que la garantie ne constitue pas un véritable droit de propriété mais plutôt un droit réel accessoire,²³ soit encore que l'on considère que le droit résiduel du débiteur de recevoir, après paiement du créancier, le solde du prix de vente du bien donné en garantie (equity of redemption) constitue un bien du failli.²⁴

7) Une situation plus délicate se présentera lorsque le syndic aura renoncé à l'immeuble donné en garantie, conformément à l'article 12 (11) de la Loi sur la faillite. Dans un cas semblable, on affirme généralement que

5) The mere fact that a creditor is mentioned in section 107 removes his status as a secured creditor - apparently, in all cases and without distinction. Consequently, it is difficult to see how the workman's privilege under article 2013 of the Civil Code of Lower Canada, in the event of the bankruptcy of the owner of the immovable, and the clerk's privilege under article 2006(2) CCLC, could be recognized in a bankruptcy situation. One can anticipate some difficulties with respect to the legal costs mentioned in section 107(1)(b) of the Bankruptcy Act.

If the liquidation outside bankruptcy is deficient, how does one justify paying the legal costs before the trustee's claim, as in the case under examination, unless by claiming that the legal costs of section 107(1)(b) do not cover court costs incurred outside the bankruptcy proceeding and constituting expenditures for the common interest?²⁰

6) The Bankruptcy Act applies to any distribution of the "property of a bankrupt". What ruling will be required when the security takes the form of a property right, as in the case of a bank security²¹ or a transfer of property in stock?²²

The same solution should prevail, namely, the security will be deemed to constitute not a genuine property right but rather a collateral right in rem,²³ or else the debtor's residual right to receive, after payment of the creditor, the balance of the sales price of the property given in security (equity of redemption) will be deemed to constitute a property of the bankrupt.²⁴

7) A more delicate situation will arise when the trustee in bankruptcy has divested himself of the immovable given in security, pursuant to section 12(11) of the Bankruptcy Act. In such a case, it is generally held that

20. Voir par analogie Burdiny c. Dacer Ent. Ltd., (1988) 69 C.B.R.n.s. 69.

21. Loi de 1980 remaniant la législation bancaire, art. 178; Banque canadienne nationale c. Lefavre, [1951] B.R. 83; P. CIOTOLA, op. cit., note 9, P. 195 et sui.

22. Loi sur les cessions de biens en stock, L.Q. 1982, c. 55, art. 12.

23. Ronald A. MACDONALD, "Security Under Section 178 of the Bank Act: A Civil Law Analysis", (1983) 43 R. du B. 1007, 1016; Jacques AUGER, "Les sûretés mobilières sans dépossession sur des biens en stock en vertu de la Loi sur les banques et du droit québécois", (1983-84) 14 R.D.U.S. 221, 263; P. CIOTOLA, op. cit., note 9, pp. 175 et 195.

24. Voir par exemple Canadian Acceptance Corporation Ltd. c. Gillespie, (1985) 56 C.B.R.n.s. 197 (N.B.C.A.).

20. See by analogy Burdiny v Dacer Ent Ltd, (1988) 69 CBR(NS) 69.

21. Banks and Banking Law Revision, 1980, s 178; National Canadian Bank v. Lefavre, [1951] KB 83; P CIOTOLA, op. cit., note 9, p. 195 ff.

22. Act respecting transfers of property in stock, SQ 1982, c. 55, s 12.

23. Ronald A MACDONALD, "Security Under Section 178 of the Bank Act: A Civil Law Analysis," (1983) 43 CBR 1007, 1016; Jacques AUGER, "Les sûretés mobilières sans dépossession sur des biens en stock en vertu de la Loi sur les banques et du droit québécois" [Movable securities without transfer of property in stock under the Bank Act and Quebec law], (1983-84) 14 RDUS 221, 263; P. CIOTOLA, op. cit., note 9, pp. 175 and 195.

24. See, for example, Canadian Acceptance Corporation Ltd v. Gillespie, (1985) 56 CBR(NS) 197 (NBCA).

l'immeuble sort de la faillite pour retourner dans le patrimoine du failli.²⁵ La distribution opérée après cette renonciation devra-t-elle s'effectuer selon les règles provinciales ou plutôt selon les dispositions de la Loi sur la faillite? Le passage momentané de l'immeuble dans la faillite est-il suffisant pour écarter définitivement l'application du droit provincial? Le privilège éteint ou rendu inopérant par la faillite va-t-il renaître ou redevenir opérant suite à la renonciation du syndic?

C'est peut-être ce que M. le juge Lamer avait, en partie, à l'esprit lorsqu'il écrivait, en faisant référence aux divers droits du syndic:

«Selon moi, même si le syndic n'exerce pas ses droits et pouvoirs, l'application de la Loi sur la faillite ne s'en trouve pas pour autant écartée.»²⁶

La difficulté ici, c'est que l'hypothèse soumise ne vise pas le cas où le syndic n'exerce pas ses droits, mais plutôt celui où il les a exercés. Écarter dans ces circonstances la solution retenue par la Cour suprême, ce serait redonner au syndic une arme dangereuse et faire revivre des négociations peut-être non souhaitables. En tout temps, le syndic pourrait menacer le fiduciaire d'une renonciation qui aurait pour effet de faire revivre les privilèges écartés par l'article 107. Il est difficile de croire que ce soit là une solution désirable. C'est pourquoi il nous paraît plus légitime de prétendre que l'immeuble, après la renonciation du syndic, retourne dans le patrimoine du failli mais en conservant l'empreinte de la faillite comme une tache originelle.

8) Selon le droit commun, le créancier hypothécaire ou privilégié qui procède à la liquidation du bien donné en garantie doit payer les créanciers privilégiés ou hypothécaires qui lui sont d'un rang supérieur.²⁷ Selon la Cour suprême, s'il y a faillite, cette obligation n'existe plus envers les créanciers mentionnés à l'article 107.

Aussi, on peut se demander si une province ne pourrait pas légiférer en vue de contourner cette situation. Sans créer de privilèges, ou sans même y référer, une province pourrait-elle obliger un

the immovable passes out of the bankruptcy and returns to the bankrupt's estate.²⁵ Should the distribution effected after this divestiture be conducted according to provincial rules or the provisions of the Bankruptcy Act? Is the immovable's temporary entry into the bankruptcy sufficient to preclude definitively the application of provincial law? Will the privilege that is erased or rendered inoperative by the bankruptcy be revived or become operative again with the trustee in bankruptcy's divestiture?

It was perhaps to this that Lamer J. was in part referring when he wrote, on the subject of the various rights of the trustee in bankruptcy:

"In my opinion, even if a trustee in bankruptcy does not exercise these rights and powers, the application of the Bankruptcy Act is not thereby precluded."²⁶

The difficulty here is that the hypothesis submitted is not one in which the trustee in bankruptcy has not exercised his rights, but one in which he has. In this situation, precluding the solution accepted by the Supreme Court would mean restoring a dangerous weapon to the trustee in bankruptcy and reviving negotiations that may be undesirable. The trustee in bankruptcy could at any time threaten the trustee with a divestiture which would result in the revival of the privileges precluded by section 107. It is hard to believe that this could be a desirable solution. Therefore it would seem to us more legitimate to claim that, following divestiture by the trustee in bankruptcy, the immovable passes back to the bankrupt's estate, but retains the stigma of the bankruptcy.

8) Under common law, the hypothecary or preferred creditor who liquidates property given in security must pay the hypothecary or preferred creditors who are ranked above him.²⁷ According to the Supreme Court, in the event of a bankruptcy, this obligation no longer exists toward the creditors mentioned in section 107.

Therefore, one may wonder whether a province might not legislate so as to circumvent this situation. Without creating privileges, or even referring to them, could a province compel a trustee—who is

25. Curateur Public c. Banque de Montréal, [1977] C.A. 466: nous n'avons pas l'intention de discuter ici de la portée exacte de cette règle.

26. Banque fédérale de développement c. La Commission de la sécurité et de la santé du travail, précité, note 10, 1071.

27. Trust Général du Canada c. Marois, [1986] R.J.Q. 1029 (C.A.); Compagnie Montréal Trust c. Pagé, [1986] R.J.Q. 2890 (C.A.).

25. Public Trustee v. Bank of Montreal, [1977] CA 466: we do not intend to discuss here the precise scope of this rule.

26. Federal Business Development Bank v. La Commission de la santé et de la sécurité du travail, *supra*, note 10, 1071.

27. Trust Général du Canada c. Marois, [1986] R.J.Q. 1029 (CA); Compagnie Montréal Trust c. Pagé, [1986] R.J.Q. 2890 (CA).

fiduciaire—qui liquide—à payer par exemple les salariés, le locateur ou la Couronne. Une telle législation serait-elle valide en cas de faillite? Ne serait-on pas tenté d'y voir de la législation déguisée, en vertu de laquelle la province tenterait de faire indirectement ce qu'elle ne peut faire directement? Par exemple, l'article 27 de la Loi sur les cessions de biens en stock²⁸ prévoit qu'en cas de faillite au sens de la loi fédérale, les droits des salariés priment les droits du cessionnaire.

Ce texte, s'il est valide in se au point de vue constitutionnel, ce que nous croyons, vient-il en conflit avec les dispositions de la Loi sur la faillite? Il est prudent de laisser aux tribunaux le soin de trancher cette question.

Conclusion

Dans un régime fédératif, comme le nôtre, où la compétence législative est partagée entre deux ordres législatifs en matière de droit civil et de droit de la faillite, il se pose inévitablement des problèmes d'interprétation et de conflits de loi. Si la loi fédérale est explicite, il n'y a qu'à l'appliquer et elle l'emporte sur la loi provinciale. Si au contraire, la loi fédérale est ambiguë, incertaine, le juge a un choix: il peut interpréter la loi fédérale d'une façon large et créer un conflit de loi ou l'interpréter restrictivement en vue d'éviter un conflit de loi. A notre avis, et en toute déférence, les juges pouvaient, dans l'espèce, opter pour l'une ou l'autre interprétation.

Dans le domaine présent, nous aurions tendance, dans tous les cas où la chose est possible, à favoriser une interprétation restrictive de la loi fédérale de façon à laisser aux provinces la plus grande marge de manoeuvre possible. En cas d'insatisfaction, le législateur fédéral peut intervenir en tout temps et modifier sa loi en adoptant une règle créatrice de conflit.²⁹ Cette interprétation favorise l'autonomie et l'intégrité du droit civil qui, dans une certaine hiérarchie de valeurs, devrait garder une certaine primauté sur le droit de la faillite, à moins que le contraire ne soit prévu expressément ou imposé par entendement nécessaire.

liquidating—to pay, for example, employees, the lessor or the Crown? Would such legislation be valid in a bankruptcy case? Would there not be a temptation to see it as disguised legislation, by virtue of which the province would be trying to do indirectly what it cannot do directly? For example, section 27 of the Act respecting transfers of property in stock²⁸ provides that, in a bankruptcy case within the meaning of the federal law, the rights of the employees take precedence over the rights of the transferee.

If, as we believe, this text is constitutionally valid in se, is it in conflict with the provisions of the Bankruptcy Act? It is wise to leave it to the courts to decide this question.

Conclusion

In a federation such as ours, where legislative jurisdiction is divided between two legislative orders for civil law and bankruptcy law, there inevitably arise problems of interpretation and conflict of laws. If the federal statute is explicit, it is simply enforced and it takes precedence over the provincial statute. If, on the other hand, the federal statute is ambiguous or uncertain, the judge has a choice: he can give the federal statute a broad interpretation and create a conflict of laws, or he can interpret it restrictively so as to avoid this. In our opinion, and with all deference, the judges were able to opt for either interpretation in the case at issue.

In this sphere, we would tend, in all cases and wherever possible, to favour a restrictive interpretation of the federal statute, so as to leave the provinces the greatest possible room to manoeuvre. If it is not satisfied, the Parliament of Canada can step in at any time and amend its law by adopting a rule that generates conflict.²⁹ Such an interpretation promotes the autonomy and integrity of the civil law which, in a certain hierarchy of values, should retain a degree of priority in bankruptcy law, provided the contrary is not expressly stipulated or imposed by necessary understanding.

28. L.Q. 1982, c. 55.

29. Pierre CARIGNAN, «La compétence législative en matière de faillite et d'insolvabilité» (1979) 57 R. du B. can. 46.

28. S.Q. 1982, c. 55.

29. Pierre CARIGNAN, "La compétence législative en matière de faillite et d'insolvabilité" [Legislative jurisdiction in bankruptcy and insolvency cases] (1979) 57 Canadian Bar Review 46.

Mais, la Cour suprême en a décidé autrement pour des raisons, croyons-nous, de simplicité et d'efficacité. La solution retenue évite ces situations complexes et boiteuses où un même créancier pouvait avoir un statut de créancier garanti ou non, selon les modalités de la liquidation ou selon que les biens donnés en garantie représentaient un intérêt réalisable ou non. La solution retenue évite ainsi les discussions et les litiges: elle est claire et de portée générale. Elle ne nuit pas véritablement aux créanciers ordinaires. S'il n'y a pas de faillite, leurs droits sont subordonnés à ceux des créanciers privilégiés ou hypothécaires. S'il y a faillite, la solution retenue n'aggrave pas leur situation, mais elle peut empêcher dans certains cas que celle-ci ne soit améliorée par la Loi sur la faillite.

D'autre part, la solution ne fait pas disparaître ni n'atténue les anomalies causées par le partage des compétences constitutionnelles. En principe, le privilège prime l'hypothèque mais, s'il y a faillite, pour les créanciers mentionnés à l'article 107, la règle est inversée. Cette inversion n'aura cependant pas lieu si le débiteur est une entreprise non assujettie à la Loi sur la faillite (v.g. entreprise étrangère qui possède un immeuble au Québec). Cette situation particulière, il est vrai, est davantage attribuable au contenu actuel de la législation fédérale.

En second lieu, par l'interprétation retenue, on aboutit au résultat qu'une vieille loi fédérale, non repensée, non renouvelée, empêche un gouvernement provincial de légiférer de telle façon qu'une réclamation de nature communautaire puisse avoir priorité sur la créance particulière d'un créancier hypothécaire. Au fond, n'est-il pas ironique que, malgré la prééminence donnée à l'article 107 de la Loi sur la faillite qui place les deux couronnes sur un pied d'égalité, la couronne fédérale, par son agent, ait été payée dans l'espèce par préférence à un organisme public provincial qui, lui, n'était pas censé être un agent de la couronne provinciale?

However, the Supreme Court decided otherwise, for reasons, as we believe, of simplicity and effectiveness. The solution accepted avoids those complex and unsatisfactory situations in which a given creditor might or might not have secured status, depending on the terms and conditions of the liquidation or on whether the property given in security represents an interest that can be realized or not. The solution accepted thus keeps clear of debate and dispute: it is clear and general in scope. It is not actually prejudicial to ordinary creditors. If there is no bankruptcy, their rights are subordinate to those of preferred or hypothecary creditors. If there is a bankruptcy, the solution accepted does not worsen their situation, though in some cases it can prevent it from being improved by the Bankruptcy Act.

On the other hand, the solution does not make the anomalies caused by the division of constitutional jurisdictions disappear, nor does it mitigate them. In principle, privilege takes precedence over hypothec, but in bankruptcy cases the rule is reversed for the creditors listed in section 107. This reversal will not occur, however, if the debtor is a company not subject to the Bankruptcy Act (for example, a foreign company that owns an immovable in Quebec). This admittedly peculiar situation is chiefly attributable to the present content of the federal legislation.

Secondly, the final result of the interpretation that has been chosen is that an old federal law, which has not been reviewed or amended, is preventing a provincial government from legislating so as to make it possible for a claim of a community nature to take priority over the specific claim of a hypothecary creditor. Is it not ironic, in the end, that, despite the pre-eminence given section 107 of the Bankruptcy Act, which places the two crowns on an equal footing, the federal crown (through its agent) has been the beneficiary in this particular case, rather than a provincial public organization which was not itself presumed to be an agent of the provincial crown?

Statistiques
FAILLITES

avril 1989

Statistics
BANKRUPTCIES

April 1989

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	31	8	39	63	19	82
N.-É./N.S.	83	16	99	300	101	401
I.P.-É./P.E.I.	2	0	2	12	2	14
N.-B./N.B.	25	9	34	82	33	115
Québec	853	251	1,104	3,628	1,089	4,717
Ontario	691	142	833	2,632	566	3,198
Manitoba	111	30	141	422	112	534
Saskatchewan	89	57	146	314	194	508
Alberta	172	90	262	730	329	1,059
C.-B./B.C.	166	104	270	788	400	1,188
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	0	0
Yukon	2	0	2	6	3	9
Canada	2,225	707	2,932	8,977	2,848	11,825

PROPOSITIONS

avril 1989

PROPOSALS

April 1989

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	0
N.-É./N.S.	0	3
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	7
Québec	12	51
Ontario	25	112
Manitoba	1	3
Saskatchewan	0	1
Alberta	0	1
C.-B./B.C.	4	13
T.N.-O./N.W.T.	1	1
Yukon	0	0
Canada	43	192

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'AVRIL 1989, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF APRIL 1989, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	2	90,441	3	115,700
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	2	204,896	5	857,897
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	18,750
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	16,920	4	145,114
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	3	168,153	6	356,370
Total	8	480,410	19	1,493,831
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	2	279,057	14	537,360
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	318,321	4	587,680
Industries de la construction Construction Industries	2	853,473	17	2,749,456
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	153,104	10	1,248,583
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	4	2,545,117	26	4,856,556
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	400,927	4	1,724,114
Services	5	246,980	26	1,652,674
Total	16	4,796,979	101	13,356,423
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	1	871,131
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	209,339
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	0	0
Total	0	0	2	1,080,470

*Tel que déclare par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$

NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK

Industries primaires Primary Industries	1	145,453	4	524,230
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	103,400	1	103,400
Industries de la construction Construction Industries	1	139,500	3	442,683
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	156,800
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	592,067	15	1,626,290
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	3	208,911	8	845,852
Total	9	1,189,331	33	3,699,255

QUÉBEC

Industries primaires Primary Industries	6	548,927	26	5,613,655
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	19	2,598,617	101	25,817,453
Industries de la construction Construction Industries	29	4,310,193	158	37,962,426
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	11	1,389,399	62	8,429,833
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	99	11,577,586	394	65,596,032
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	10	2,808,828	33	17,826,601
Services	77	8,678,099	315	49,386,153
Total	251	31,911,649	1,089	210,632,153

ONTARIO

Industries primaires Primary Industries	3	395,753	19	4,172,230
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	11	2,006,292	38	19,562,050
Industries de la construction Construction Industries	19	15,227,293	107	24,234,080
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	11	925,717	31	2,724,058
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	51	8,264,514	176	38,122,562
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	2	12	2,432,885
Services	45	9,781,845	183	31,275,598
Total	142	36,601,416	566	122,523,463

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	5	274,301	12	1,141,778
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	2	4,161,334	6	4,312,776
Industries de la construction Construction Industries	4	505,425	18	1,643,756
Transport, communication, et autres services publics Transportation Communication & Other Utilities	2	204,625	7	509,309
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	8	1,491,715	35	4,786,436
Finance assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	10,222,658	5	11,362,102
Services	7	1,237,111	29	4,691,189
Total	30	18,097,169	112	28,447,346
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	21	3,546,648	49	7,182,023
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	6	526,957	14	1,946,496
Industries de la construction Construction Industries	2	230,951	14	3,029,713
Transport, communication, et autres services publics Transportation Communication & Other Utilities	4	309,302	12	1,538,669
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	14	2,408,447	62	8,258,825
Finance assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	70,450
Services	10	1,774,192	42	7,448,137
Total	57	8,796,497	194	29,474,313
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	6	2,815,319	30	9,007,747
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	4	664,104	18	2,987,539
Industries de la construction Construction Industries	20	2,409,012	57	12,493,486
Transport, communication, et autres services publics Transportation Communication & Other Utilities	7	482,132	33	5,699,819
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	18	2,013,222	67	7,935,644
Finance assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	9	2,276,265	32	49,413,339
Services	26	5,790,499	92	25,877,977
Total	90	16,450,553	329	113,415,551

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	17	2,031,697	53	5,403,266
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	12	3,194,046	31	14,408,684
Industries de la construction Construction Industries	18	1,058,720	66	6,125,583
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	7	468,122	37	3,693,537
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	16	1,459,345	76	12,302,197
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	4	1,523,497	18	7,550,920
Services	30	4,362,275	119	29,980,833
Total	104	14,097,702	400	79,465,020

TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON

Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	1	105,231
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	118,856
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	56,930
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	0	0
Total	0	0	3	281,017

CANADA

Industries primaires Primary Industries	63	10,127,596	210	33,697,989
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	56	13,573,071	214	69,831,309
Industries de la construction Construction Industries	97	24,939,463	446	90,410,211
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	43	3,932,401	196	24,138,214
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	214	30,368,933	857	143,895,925
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	28	17,232,177	105	90,380,411
Services	206	32,248,065	820	151,514,783
Total	707	132,421,706	2,848	603,868,842

*Tel que déclare par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN S	17	2	0	19	88,140	355 890
AUTRES OTHERS	14	6	0	20	123,275	634 146
TOTAL	31	8	0	39	211,415	990 036
N.-É./N.S.						
HALIFAX	41	7	0	48	2,088,819	5,118 438
SYDNEY	7	1	0	8	156,900	264 691
SYDNEY MINES	1	1	0	2	15,950	88,083
AUTRES OTHERS	34	7	0	41	574,024	1 379 525
TOTAL	83	16	0	99	2,835,693	6,850 737
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	0	0	0	0	0	0
AUTRES OTHERS	2	0	0	2	2 350	28 095
TOTAL	2	0	0	2	2 350	28 095
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	0	1	0	1	0	103 400
MONCTON	5	2	0	7	129,685	308,958
SAINT-JOHN	6	2	0	8	177,250	636 760
AUTRES OTHERS	14	4	0	18	244,500	645 528
TOTAL	25	9	0	34	551,435	1 694 646
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	3	0	0	3	600	32 697
CHICOUTIMI-JONQUIERE	10	4	0	14	443,260	746 291
DRUMMONDVILLE	13	4	0	17	243,097	507 728
GRANBY	3	3	0	6	12,410	127 638
HULL/GATINEAU/AYLMER	50	9	0	59	1,141,488	2,864 828
MONTREAL	369	82	8	459	12,944,760	36,255,557
QUEBEC	68	28	2	98	3,156,849	5,777,114
RIMOUSKI	6	3	0	9	226,175	271,250
ROUYN	1	1	0	2	700	8,806
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	9	4	0	13	45,850	317 648
SHAWINIGAN	11	6	0	17	395,874	1,003 884
SHERBROOKE	15	5	0	20	87,515	498,678
SOREL	7	1	0	8	10,001	157 944
ST-HYACINTHE	7	2	0	9	37,598	395 115
ST-JEAN-SUR-RICHÉLIEU	7	0	0	7	12,000	109 349
ST-JERÔME	10	0	0	10	7,000	110 035
THETFORD MINES	2	0	0	2	200	32 260
TROIS-RIVIERES	12	9	1	22	311,059	1 245 366
VICTORIAVILLE	1	4	0	5	16,473	2 105 834
AUTRES OTHERS	249	86	1	336	6,259,390	15 253 576
TOTAL	853	251	12	1,116	25,352,299	67 821 598

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	2	0	0	2	6,500	22 112
BELLEVILLE	3	0	0	3	4,303	116 550
BRANTFORD	8	5	0	13	8,292	193,896
BROCKVILLE	3	0	0	3	1,960	39,911
CHATHAM	8	1	0	9	345,580	790,225
CORNWALL	3	1	0	4	2,793,112	2,891,146
GUELPH	7	1	0	8	21,250	144 490
HAMILTON	50	11	0	61	335,661	1 406,580
KINGSTON	19	4	0	23	67,982	975,503
KITCHENER	23	0	0	23	159,531	689,879
LONDON	29	4	0	33	157,175	667,721
MIDLAND	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	2	1	0	3	7,900	54,751
ORILLIA	1	0	0	1	1,070	11,329
OSHAWA	15	2	1	18	70,415	655,003
OTTAWA	62	10	1	73	504,495	2,531,858
OWEN SOUND	0	0	0	0	0	0
PETERBOROUGH	12	0	0	12	104,500	200,811
SARNIA	3	1	0	4	56,194	189,088
SAULT-STE-MARIE	6	0	0	6	1,768	128,711
ST-CATHARINES/NIAGARA	30	2	2	34	196,835	586,170
STRATFORD	3	0	0	3	2,024	26,190
SUDBURY	6	3	0	9	104,550	363,449
THUNDER BAY	2	1	0	3	25,985	179,077
TORONTO	233	44	21	298	3,943,412	38,105,563
TRENTON	0	2	0	2	88,500	121,704
WINDSOR	25	4	0	29	565,371	1,822 527
AUTRES/OTHERS	136	45	0	181	3,216,569	10,177 658
TOTAL	691	142	25	858	12,790,934	63,091 902
MANITOBA						
WINNIPEG	86	20	1	107	5,040,615	20,134 372
AUTRES/OTHERS	25	10	0	35	400,363	1 194 688
TOTAL	111	30	1	142	5,440,978	21,329 060
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	2	0	0	2	8,900	23 383
PRINCE ALBERT	5	1	0	6	262,698	447 119
REGINA	19	15	0	34	1,120,478	2,129,153
SASKATOON	29	7	0	36	1,546,208	3,428 145
AUTRES/OTHERS	34	34	0	68	3,345,023	7 186 749
TOTAL	89	57	0	146	6,283,307	13 214 549

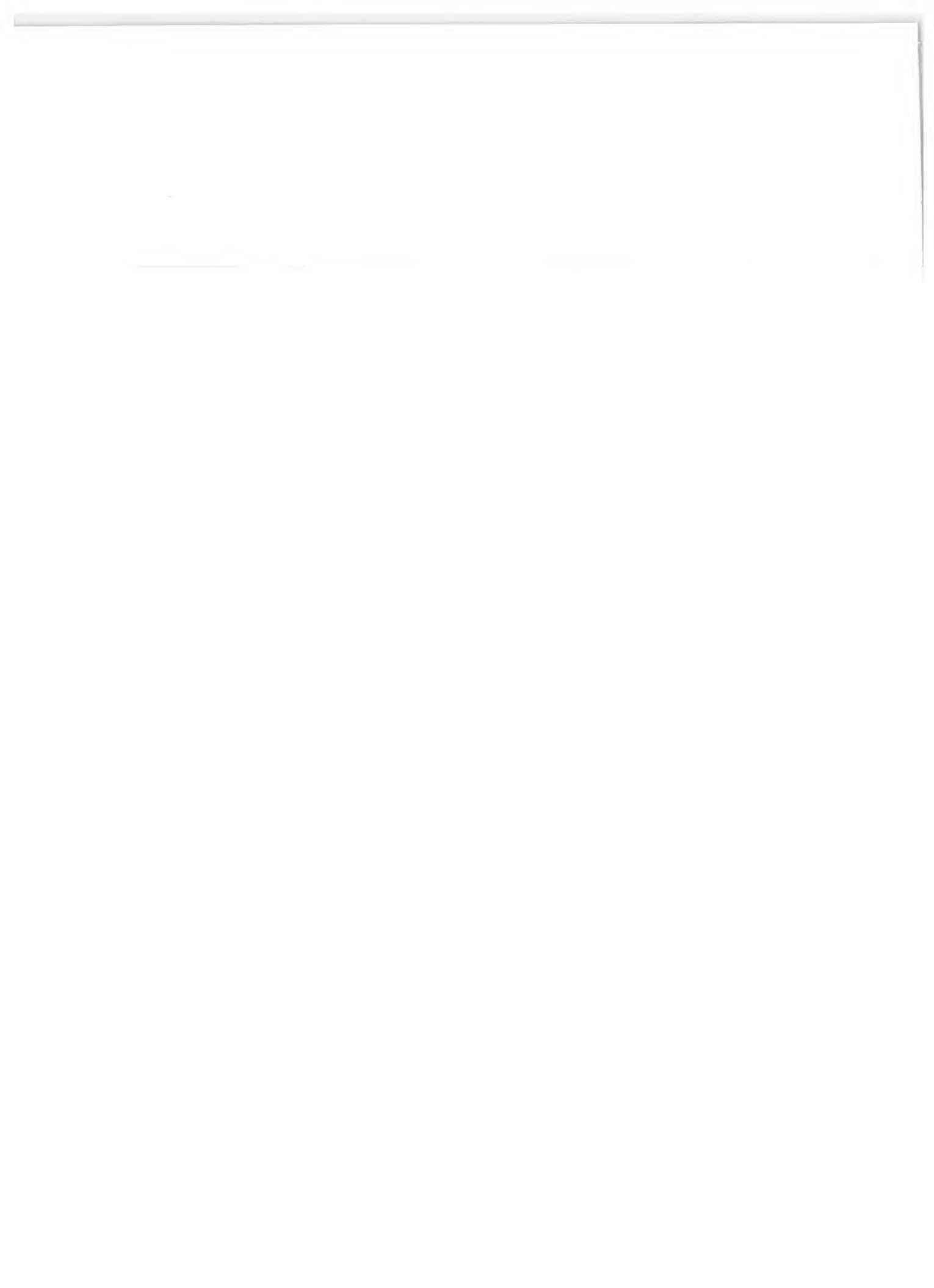
**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	57	24	0	81	1,986,620	8,288,037
EDMONTON	67	27	0	94	3,728,505	7,718,851
MEDICINE HAT	2	6	0	8	229,615	1,048,357
AUTRES/OTHERS	46	33	0	79	1,694,178	4,310,648
TOTAL	172	90	0	262	7,638,918	21,365,893
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	1	0	1	2	52,703	77,059
COURTENAY	2	1	0	3	362,042	769,221
KAMLOOPS	10	2	0	12	190,270	382,477
KELOWNA	5	4	1	10	236,741	613,847
NANAIMO	3	2	0	5	2,225	190,139
PRINCE-GEORGE	6	5	0	11	340,855	1,044,279
TERRACE	3	1	0	4	35,010	182,195
VANCOUVER	70	43	1	114	1,040,126	6,491,561
VERNON	5	6	0	11	249,969	704,388
VICTORIA	19	11	1	31	259,976	2,488,374
AUTRES OTHERS	42	29	0	71	2,827,092	6,974,751
TOTAL	166	104	4	274	5,597,009	19,918,291
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	1	1	17,542	543,809
YUKON						
TOTAL	2	0	0	2	11,850	52,360
CANADA						
TOTAL	2,225	707	43	2,975	66,733,730	216,900,976

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X. Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X. Bankruptcy Act)

Rapport du mois d'avril 1989 Report for the month of April 1989	Provinces participantes Participating Provinces						
	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	76	12	9	3	43	2	145
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	273,684.26	84,473.93	39,679.71	21,645.67	188,233.45	8,793.14	616,510.16
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	26,398.69	178,432.68	78,706.39	26,230.63	191,793.40	5,812.14	507,373.93
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	37	13	2	1	32	2	87
Total number of terminations and defaults during the month							



Statistiques

FAILLITES

mai 1989

Statistics

BANKRUPTCIES

May 1989

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	16	3	19	79	24	103
N.-É./N.S.	97	41	138	397	142	539
I.P.-É./P.E.I.	1	0	1	13	2	15
N.-B./N.B.	24	8	32	107	41	148
Québec	899	285	1,184	4,528	1,386	5,914
Ontario	712	131	843	3,348	699	4,047
Manitoba	106	31	137	528	144	672
Saskatchewan	99	45	144	413	239	652
Alberta	250	92	342	980	423	1,403
C.-B./B.C.	201	94	295	989	495	1,484
T.N.-O./N.W.T.	1	1	2	1	1	2
Yukon	1	0	1	7	3	10
Canada	2,407	731	3,138	11,390	3,599	14,989

PROPOSITIONS

mai 1989

PROPOSALS

May 1989

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	0
N.-É./N.S.	0	3
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	1	8
Québec	16	67
Ontario	33	141
Manitoba	3	6
Saskatchewan	0	1
Alberta	3	4
C.-B./B.C.	3	16
T.N.-O./N.W.T.	0	1
Yukon	0	0
Canada	59	247

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE MAI 1989, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF MAY 1989, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	3	115,700
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	281,240	1	281,240
Industries de la construction Construction Industries	1	364,485	6	1,222,382
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	18,750
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	38,125	7	183,241
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	6	356,370
Total	3	683,850	24	2,177,683
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	13	402,388	27	939,748
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	66,900	5	654,580
Industries de la construction Construction Industries	6	1,377,824	23	4,127,280
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	3	504,940	13	1,753,523
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	11	4,923,612	37	9,780,168
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	542,003	6	2,266,117
Services	5	393,654	31	2,580,197
Total	41	8,211,321	142	22,101,613
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	1	871,131
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	209,339
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	0	0
Total	0	0	2	1,080,470

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	0	0	3	524,228
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	1	103,400
Industries de la construction Construction Industries	1	600,695	4	1,043,378
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	156,800
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	433,338	18	2,059,628
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	146,876	1	146,876
Services	3	479,718	12	1,325,572
Total	8	1,660,627	41	5,359,882
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	11	2,417,466	38	8,031,122
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	36	14,651,628	138	41,294,808
Industries de la construction Construction Industries	37	4,571,359	203	43,040,844
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	14	1,502,142	76	9,931,975
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	96	14,035,212	492	79,956,643
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	12	1,949,244	45	19,775,845
Services	79	14,863,191	394	64,249,344
Total	285	53,990,242	1,386	266,280,581
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	4	3,183,010	23	7,355,240
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	15	5,898,713	54	25,460,764
Industries de la construction Construction Industries.....	24	5,646,438	131	29,880,518
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	5	691,820	36	3,415,878
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	46	6,686,951	222	44,809,513
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	61,683	14	2,494,568
Services	35	23,712,802	219	55,500,122
Total	131	45,881,417	699	168,916,603

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries.....	1	21,350	13	1,163,128
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	2	2,138,186	8	6,450,962
Industries de la construction Construction Industries.....	3	184,699	21	1,828,455
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	2	353,107	9	862,416
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	13	2,307,580	48	7,094,016
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	1	150,960	6	11,513,062
Services.....	9	1,774,472	39	7,262,281
Total.....	31	6,930,354	144	36,174,320
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries.....	22	4,444,911	71	11,626,934
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	1	55,559	15	2,002,055
Industries de la construction Construction Industries.....	5	589,039	19	3,618,752
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	4	273,179	16	1,811,848
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	3	318,023	65	8,576,848
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	1	70,450
Services.....	10	2,406,240	52	9,854,377
Total.....	45	8,086,951	239	37,561,264
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries.....	6	511,509	37	9,519,257
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	2	336,688	20	3,324,227
Industries de la construction Construction Industries.....	17	2,196,644	74	14,690,130
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	14	1,178,682	47	6,878,501
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	25	3,201,718	93	11,137,363
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	5	710,277	37	50,123,616
Services.....	23	3,187,179	115	29,065,156
Total.....	92	11,322,697	423	124,738,250

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	11	455,281	64	5,858,547
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	4	672,622	36	27,312,905
Industries de la construction Construction Industries	18	2,641,176	84	8,766,759
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	348,823	45	4,042,360
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	20	960,152	96	13,262,349
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	5	524,531	23	8,075,451
Services	28	74,717,570	147	104,698,403
Total	94	80,320,155	495	172,016,774
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	1	105,231
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	118,856
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	56,930
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	1	65,613	1	65,613
Total	1	65,613	4	346,630
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	68	11,435,915	279	45,133,904
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	62	24,101,536	279	106,990,172
Industries de la construction Construction Industries	112	18,172,359	566	109,089,629
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	50	4,852,693	246	28,990,907
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	218	32,904,711	1,080	177,126,038
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	28	4,085,574	133	94,465,985
Services	193	121,600,439	1,016	274,957,435
Total	731	217,153,227	3,599	836,754,070

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	9	2	0	11	106,015	746,587
AUTRES/OTHERS	7	1	0	8	22,600	152,468
TOTAL	16	3	0	19	128,615	899,055
N.-É./N.S.						
HALIFAX	43	17	0	60	2,233,583	6,021,761
SYDNEY	17	1	0	18	173,050	380,560
SYDNEY MINES	1	0	0	1	0	6,408
AUTRES/OTHERS	36	23	0	59	1,991,805	4,094,213
TOTAL	97	41	0	138	4,398,438	10,502,942
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	1	0	0	1	0	9,950
AUTRES/OTHERS	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	0	0	1	0	9,950
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	3	1	0	4	17,500	84,563
MONCTON	5	2	1	8	245,825	633,850
SAINT-JOHN	3	2	0	5	261,500	641,680
AUTRES/OTHERS	13	3	0	16	208,568	734,906
TOTAL	24	8	1	33	733,393	2,094,999
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	0	1	0	1	44,100	161,470
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	16	14	0	30	998,187	1,965,698
DRUMMONDVILLE	3	3	0	6	10,350	214,055
GRANBY	13	1	0	14	277,800	718,916
HULL/GATINEAU/AYLMER	69	10	0	79	807,014	2,327,105
MONTREAL	380	100	5	485	8,827,403	42,219,531
QUÉBEC	72	29	3	104	3,878,786	7,803,938
RIMOUSKI	6	4	1	11	306,814	505,465
ROUYN	3	0	0	3	42,549	75,876
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	8	2	0	10	126,018	687,789
SHAWINIGAN	17	6	0	23	578,087	2,467,235
SHERBROOKE	14	7	1	22	320,747	1,546,584
SOREL	2	2	0	4	53,712	143,594
ST-HYACINTHE	6	0	1	7	12,059,906	13,121,322
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	7	3	0	10	158,531	391,610
ST-JERÔME	7	2	1	10	31,953	435,726
THETFORD MINES	0	1	0	1	45,193	80,781
TROIS-RIVIÈRES	13	4	0	17	87,230	527,042
VICTORIAVILLE	4	4	0	8	18,250	448,647
AUTRES/OTHERS	259	92	4	355	16,489,038	27,351,450
TOTAL	899	285	16	1,200	45,161,668	103,193,834

**AILLITES
T PROPOSITIONS
IGNALÉES EN MAI 1989
ELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
ARRIE	7	2	0	9	55,600	286,406
ELLEVILLE	6	0	0	6	8,001	81,694
RANTFORD	6	2	0	8	7,410	101,089
ROCKVILLE	2	0	0	2	1,000	18,734
HATHAM	1	2	0	3	5,196	176,359
CORNWALL	8	1	0	9	113,350	314,090
WUELPH	6	0	0	6	4,051	72,086
MILTON	38	1	0	39	209,464	943,178
INGSTON	15	5	0	20	360,644	1,185,726
ITCHENER	27	4	0	31	265,920	982,975
ONDON	22	9	0	31	543,318	2,735,126
MIDLAND	1	0	0	1	9,200	19,200
NORTH BAY	8	0	0	8	4,900	121,311
BRILLIA	0	0	0	0	0	0
ASHAWA	11	1	0	12	239,550	679,696
OTTAWA	78	9	1	88	873,409	3,470,836
OWEN SOUND	3	0	0	3	6,975	672,525
PETERBOROUGH	7	0	0	7	3,500	77,861
BARNIA	5	1	0	6	10,800	165,239
SAULT-STE-MARIE	5	1	0	6	281,306	738,148
ST-CATHARINES/NIAGARA	32	1	0	33	402,171	897,527
STRATFORD	2	1	0	3	3,700	21,288
UDBURY	9	2	0	11	22,951	544,531
THUNDER BAY	5	0	0	5	11,186	196,416
TORONTO	263	47	31	341	7,293,165	43,287,455
TRENTON	0	1	0	1	12,300	53,874
WINDSOR	13	3	0	16	97,613	760,871
AUTRES/OTHERS	132	38	1	171	4,287,693	11,502,747
TOTAL	712	131	33	876	15,134,373	70,106,988
MANITOBA						
WINNIPEG	83	24	3	110	3,982,010	8,090,149
AUTRES/OTHERS	23	7	0	30	717,852	1,484,658
TOTAL	106	31	3	140	4,699,862	9,574,807
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	4	2	0	6	250,100	368,020
PRINCE ALBERT	4	3	0	7	251,137	646,077
REGINA	22	5	0	27	491,159	1,341,089
SASKATOON	30	6	0	36	1,712,426	3,432,881
AUTRES/OTHERS	39	29	0	68	2,567,810	6,979,853
TOTAL	99	45	0	144	5,272,632	12,767,920

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	92	17	3	112	2,039,579	10,098,463
EDMONTON	78	38	0	116	2,495,524	5,666,351
MEDICINE HAT	5	3	0	8	360,748	471,627
AUTRES/OTHERS	75	34	0	109	2,953,888	5,924,020
TOTAL	250	92	3	345	7,849,739	22,160,461
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	1	0	0	1	690	10,216
COURTENAY	2	0	0	2	2,700	13,568
KAMLOOPS	11	1	0	12	160,840	380,984
KELOWNA	6	1	0	7	151,282	320,841
NANAIMO	10	2	0	12	46,820	515,025
PRINCE-GEORGE	13	4	2	19	234,496	1,699,690
TERRACE	1	1	0	2	28,119	97,326
VANCOUVER	90	40	1	131	2,624,316	77,104,462
VERNON	2	2	0	4	87,267	350,060
VICTORIA	21	15	0	36	202,903	2,487,397
AUTRES/OTHERS	44	28	0	72	630,135	3,719,272
TOTAL	201	94	3	298	4,169,568	86,698,841
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	1	1	0	2	20,380	115,613
YUKON						
TOTAL	1	0	0	1	400	15,000
CANADA						
TOTAL	2,407	731	59	3,197	87,569,068	318,140,410

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X. Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X. Bankruptcy Act)

Rapport du mois de mai 1989 Report for the month of May 1989	Provinces participantes Participating Provinces						
	—						
	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	—	—	—	—	—	—	—
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	65	7	6	3	22	1	104
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	318,115.16	80,981.26	55,804.62	30,519.94	204,356.66	5,188.00	694,965.64
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	502,761.38	0	4,693.13	11,842.95	196,148.44	3,132.00	718,577.90
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	46	17	28	1	44	1	137
Total number of terminations and defaults during the month							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. René Lévesque O.
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse				Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Canada	Postal CODE postal	
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province		Postal CODE postal	